

No 2309.64



GIVEN BY

Thomas S. Perry.

R. OCT 23
S. DEC 21

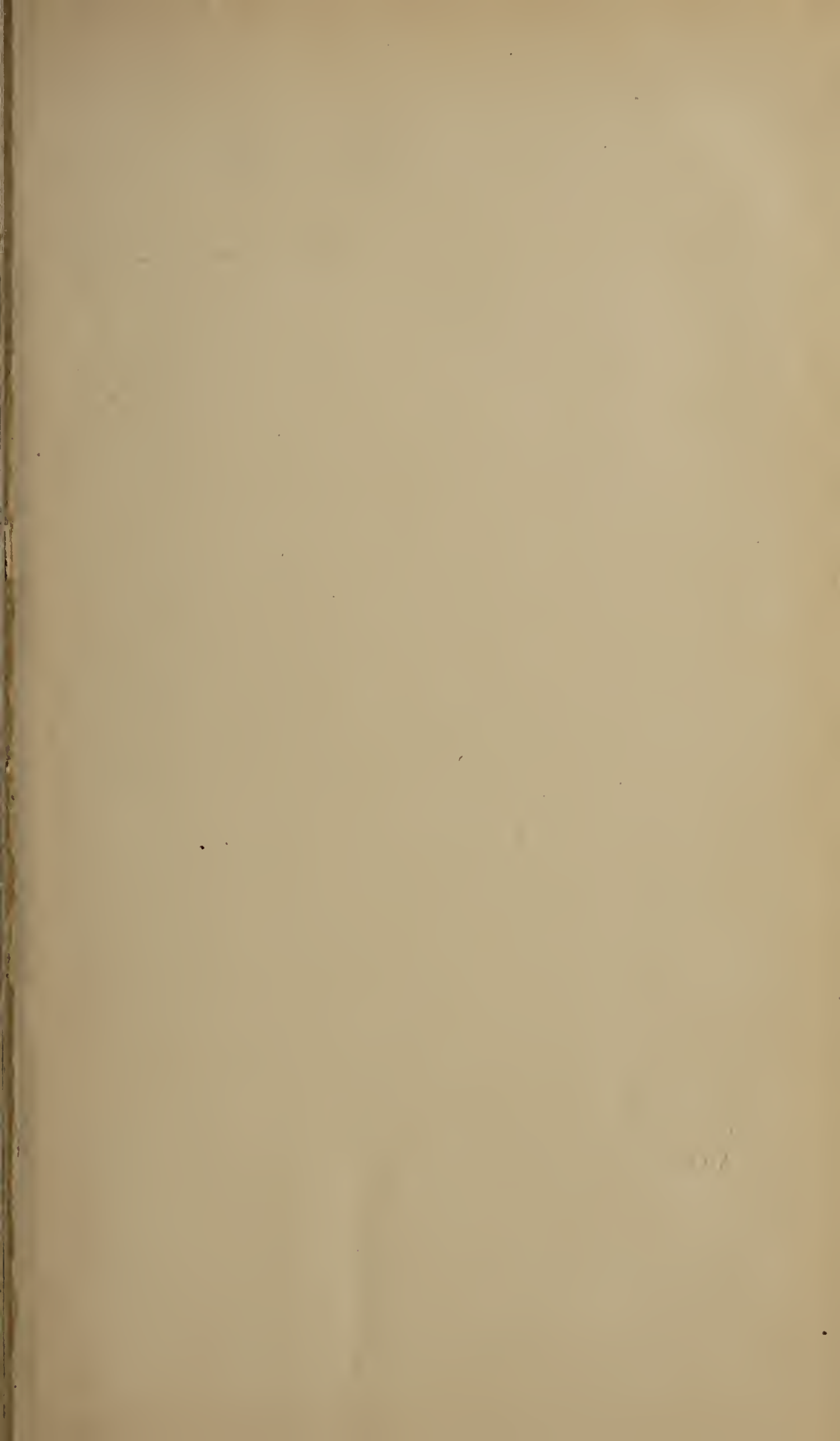
R. MAR 12

A. FEB 10

A. FEB 6

APR 12







*E. S. Perry
Paris: Nov. 25, 1896*

LA FIN

DE

L'EUROPE

PAR

230964

A. BOCHER



PARIS

PAUL OLLENDORFF, ÉDITEUR

28 bis, RUE DE RICHELIEU, 28 bis

—
1896

Tous droits réservés.

LA FIN

2

DE L'EUROPE

DU MÊME AUTEUR

L'Avenir de l'Europe.

La Marine et les progrès modernes.

L'Univers. (Hier, Aujourd'hui et Demain.)

La France dans l'avenir.

Les Progrès modernes. (Importance de leur rôle dans le présent et dans l'avenir.)

Aventures d'un Missionnaire français aux îles Liou-Tcheou (Japon), 1844-1846.

Tous droits de reproduction et de traduction réservés pour tous les pays, y compris la Suède et la Norvège.

S'adresser, pour traiter, à M. PAUL OLLENDORFF, éditeur, rue de Richelieu, 28 *bis*, Paris.

LA FIN
DE
L'EUROPE

PAR
A. BOCHER

2309.64



✓
PARIS
PAUL OLLENDORFF, ÉDITEUR
28 bis, RUE DE RICHELIEU, 28 bis

—
1896

Tous droits réservés.

Thomas S. Perry,

Mar. 4, 1898.

W. S. L. Perry, Esq.,
New York City.

Dear Sir:

I have the honor to acknowledge the receipt of your letter of the 27th inst. and in reply to inform you that the same has been forwarded to the proper authorities for their consideration.

LA FIN
DE L'EUROPE

Lorsque les Barbares qui devaient détruire l'Empire Romain commencèrent à faire parler d'eux, ceux qui, par leurs paroles ou par leurs écrits, auraient prophétisé une catastrophe pareille eussent été certainement considérés comme fous. Il en eût été de même pour ceux qui eussent annoncé au XII^e siècle la prise de Constantinople par les Turcs, qui formaient alors une

tribu sauvage inconnue même des peuples musulmans. Leurs voix n'eussent certes pas été écoutées et ils n'auraient dû d'être épargnés qu'à l'indulgence qui de tous temps a été accordée aux êtres que l'on considérait comme des victimes de la fatalité.

Eh bien, ces deux faits, qui comptent parmi les événements ayant tenu la plus grande place dans l'histoire de l'humanité, n'ont pas eu l'importance qu'auront sur le sort futur du monde ceux qui sont en train de s'accomplir en Extrême-Orient, et servent de prélude à ce que réserve l'avenir.

On ne paraît pas, dans les sphères gouvernementales, accorder grande importance à pareille aventure, et il a

fallu la conclusion des opérations militaires donnant la supériorité aux armes japonaises sur les armes chinoises, pour amener les Européens à se préoccuper des résultats possibles que le traité intervenu entre les deux nations belligérantes pouvait provoquer.

Les journaux ont appris à leurs lecteurs qu'il y avait dans ces contrées, distantes de l'Europe de plusieurs milliers de lieues, quatre à cinq cents millions d'êtres humains ¹ (c'est-à-dire le tiers de la population du globe) qui s'étaient battus entre eux, et dont la partie la plus faible, comme nombre,

¹ Le chiffre de la population de la Chine, de la Corée et du Japon, et autres pays complétant le continent Asiatique, l'Inde non comprise, représente près de 500 millions.

avait remporté la victoire grâce à des connaissances remarquables de science militaire et à l'emploi des engins de destruction considérés comme les plus perfectionnés.

L'étonnement a été grand quand on a su que le Japon possédait une armée et une marine admirablement organisées, avec des chefs capables de les commander, et des diplomates à même de profiter de la victoire, de façon à en conserver les avantages possibles à réaliser, tout en semblant condescendre aux représentations des puissances européennes.

Mais c'est à des questions militaires et politiques que s'est toujours bornée la polémique soulevée dans ces derniers

temps dans la presse, n'envisageant que les intérêts engagés dans le présent et pouvant l'être dans l'avenir entre les diverses puissances européennes ayant pied en Extrême-Orient.

A l'exception de quelques spécialistes dont les idées n'ont été connues et appréciées que par un petit nombre de lecteurs, les écrivains qui ont traité la question Sino-Japonaise, sont rares.

Il y a peu de temps encore l'Europe semblait seule exister dans le monde. Le reste n'était considéré que comme une source de curiosités ou d'éléments commerciaux à exploiter.

Sur ce point minuscule du globe tout événement politique ou militaire prenait une importance qu'exagérait bien

naturellement la conviction que ses habitants avaient d'être les seuls existant sur cette terre. Pour eux, tout ce qui se passait en dehors de l'Europe restait ignoré.

Ainsi c'est à peine si l'affranchissement des colonies espagnoles a été connu et il faut arriver à la guerre de Sécession pour apprendre aux Européens autres que ceux dont elle lésait les intérêts qu'il y avait une contrée, cependant de quelque importance, où un peuple de 60 millions d'habitants s'était battu pendant trois années.

L'insurrection des Taï-pings qui a été formidable et a mis en péril le gouvernement impérial chinois a été à peine connu en Europe. Comment se

fait-il que les événements qui viennent de s'accomplir entre la Chine et le Japon, quoique étant loin de présenter la gravité matérielle des guerres que l'on a citées plus haut, prennent une importance indéniable? Il n'y a qu'une seule raison à en donner.

C'est l'application générale des deux grandes découvertes, la vapeur et l'électricité, qui en moins d'un demi-siècle ont bouleversé le monde et créé un état de choses où rien de ce qui se fait n'aurait pu l'être avant leur arrivée.

Les découvertes et les inventions modernes ont transformé la vie humaine de telle façon que la génération du commencement du présent siècle ne

comprendrait rien à ce qu'elle aurait sous les yeux si elle revenait sur terre. Cela est facile à expliquer.

Ce qui l'est moins, c'est que la génération présente ne se rende pas compte des changements qu'elle a vu s'opérer, et surtout des conséquences que ces changements doivent amener dans l'avenir, non pas dans un avenir lointain mais demain, chaque jour qui s'écoule produisant son œuvre.

Mettons de côté les prophéties qui n'ont pas attendu les derniers événements pour annoncer qu'un jour viendrait où l'Europe ruinée et affaiblie par ses dépenses exagérées, ses dissensions intestines, et surtout par la décroissance des idées morales et religieuses,

se verrait envahie par les hordes asiatiques, n'ayant plus seulement pour elles le nombre mais possédant les armes et les moyens de transport qui leur donneront la certitude d'être victorieuses.

Il est certain que cette catastrophe peut se réaliser, mais le jour qui doit la voir n'est pas près d'arriver en raison des difficultés matérielles que son exécution rencontrerait devant elle.

Ce qui aura lieu, ce qui peut commencer à se produire avant la fameuse date, intitulée la fin du siècle, c'est l'explosion dans l'univers entier de la concurrence faite à la vieille Europe par toutes les populations du globe, et dont la question sino-japo-

naise va démontrer l'importance par les conséquences qui doivent en résulter.

C'est là la véritable invasion à craindre, invasion bien autrement redoutable que celle des légions jaunes, et, chose triste à dire, elle ne peut que lui être fatale, à moins d'une transformation complète, mais bien difficile à espérer, dans les idées et les actes des Européens.

Aux temps passés, chaque pays vivait sur son sol, des produits de la terre et des industries locales. Le commerce était presque entièrement intérieur, de provinces à provinces autant que le permettaient les moyens de communication existants. En France, une

des contrées les plus avancées en Europe, les chemins dits départementaux ne datent que de 1832.

Quant au grand commerce, celui extérieur par voie de mer, monopolisé comme il l'était par les Gênois et les Vénitiens, il n'avait eu jusqu'au xvi^e siècle une certaine importance que dans la Méditerranée. A partir du xvi^e siècle, les navires européens inaugurèrent les voyages aux pays lointains. Mais les moyens d'exécution étaient bien restreints. Il y a cinquante ans, il fallait entre trois et quatre mois pour aller et revenir de l'Amérique du Nord, et plus d'une année pour faire le même voyage en Chine.

Parmi les nations européennes, la

France, l'Angleterre, l'Espagne et la Hollande furent seules à exercer le commerce maritime dont le principal élément était l'importation des produits alimentaires exotiques.

Quant à l'exportation elle était de faible importance. Ce n'est qu'au milieu du présent siècle, quand le développement industriel se produisit en Europe, lorsque la vapeur vint apporter son aide à la fabrication et au transport des objets manufacturés qu'elle prit une extension chaque jour grandissante. C'est à cette date que commence l'ère de prospérité industrielle et commerciale qui enrichit de 1850 à 1880 les pays qui, les premiers, en avaient tiré avantage et s'en étaient attribué le monopole.

L'Angleterre, la France, la Belgique et l'Allemagne furent ces pays, et on y crut de bonne foi, que, non seulement les vieilles contrées habitées, mais encore toutes celles qui s'ouvrent chaque jour à la civilisation, seraient leurs tributaires.

Or, à mesure que le temps marchait, — par une conséquence toute naturelle du développement de ces progrès matériels dont les Européens s'étaient tant réjouis d'avoir l'initiative, — ces contrées s'instruisaient et se transformaient avec une rapidité telle qu'à l'heure présente on assiste au spectacle dont l'Extrême-Orient est le théâtre et qui résume la transformation en train de se produire sur tous les points

du globe. Ce qui en augmente l'intérêt c'est que ce phénomène s'accomplit sur un champ de bataille, genre de terrain excellent pour attirer l'attention générale.

En effet, on demeure frappé d'étonnement quand on songe que le Japon qui vient de mener à fin, en moins d'un an, une campagne où il a fait connaître l'existence d'une armée et d'une marine capables de lutter avec les grandes puissances maritimes modernes, était il y a quarante ans classé parmi les pays barbares.

On serait encore bien plus surpris si l'on savait que ces progrès, que l'on est obligé de constater, sont dépassés par ceux accomplis sur les terrains

pacifiques et que le Japon peut rivaliser avec les pays industriels les plus avancés.

Les rapports des consuls et les correspondances des négociants européens qui y sont établis s'accordent tous pour faire connaître les progrès incessants qui s'y réalisent. Leur reproduction exigerait un travail trop long et pour ainsi dire sans fin. Toutefois, l'extrait d'un travail lu dans un meeting à Londres le 8 mai dernier par le professeur Francis Elgar, sur l'industrie japonaise maritime, suffira pour apprendre au public ce que peut produire un peuple ayant su en quelques années obtenir un résultat pareil.

« Il y a seulement quarante ans environ que le gouvernement japonais a aboli l'ordre qui défendait de construire des navires jaugeant plus de 76 tonnes et ayant plus d'un mât : cette date coïncidait avec l'ouverture du pays aux étrangers. Les constructions navales prirent immédiatement un développement considérable. La création de la marine militaire précéda celle de la marine marchande. Les derniers événements de guerre ont démontré les résultats atteints par la première.

« Pour être moins brillants, ceux obtenus par la seconde n'en ont pas moins une certaine importance : leur point de départ véritable ne remonte qu'à 1887. A cette date les Japonais ayant

à châtier les insulaires de Formose achetèrent quelques navires en Europe qui devinrent par la suite le noyau de la future marine de commerce. Une compagnie se forma sous la direction d'un homme d'une très haute intelligence, M. Iwasaki, qui prit le nom de compagnie de Mitsu-Bishi, et s'accrut peu à peu d'acquisitions faites principalement à la Pacific Mail Steamship C°. Elle faisait le cabotage. Bientôt une seconde compagnie fut fondée, la Kiodo Unyu Kaisha, qui fusionna avec la première et devint la Nippon Yusen Kaisha, laquelle possède aujourd'hui une des plus grandes flottes du monde. Elle compte 60 navires de 60.500 tonnes.

« Elle est subventionnée par le gouvernement et fait le service postal autour des côtes, en Chine, en Corée, à Wladivostock et même à Honolulu, en Australie et à Bombay.

« A côté de cette importante compagnie se sont formées d'autres sociétés de navigation dont le nombre n'est pas moindre de 131 et qui possèdent 643 steamers de 102.232 tonnes et 778 navires à voiles de 45.994 tonnes. Presque tous ces bâtiments ont été bâtis au Japon qui, en 1892, comptait déjà 53 chantiers, construisant à bien meilleur marché qu'en Europe. D'après M. Martell, surveillant en chef du Lloyd, un navire de 3 ou 4.000 tonnes peut être construit au Japon pour

100.000 francs de moins qu'en Angleterre. »

Ce qu'on vient de lire sur la marine du Japon, sur les progrès qu'elle a réalisés en quelques années, sur sa situation actuelle la mettant à même de faire concurrence aux marines étrangères sur les marchés dont elles ont jusqu'ici exploité le monopole, peut s'appliquer à toutes les productions de son sol et aux industries qui en découlent.

Dès aujourd'hui le commerce du Japon s'implante dans les pays d'Orient et y fait une concurrence désastreuse aux produits des Européens, en attendant le jour prochain où ils les rencontreront sur leurs propres marchés.

Toutefois, ce n'est pas encore là que réside le danger à redouter pour ces derniers, sinon présentement, tout au moins dans l'avenir.

Quelque riche et industriel que puisse être le Japon il n'occupe qu'un territoire dont la population ne dépasse pas 40 millions d'habitants.

Mais il n'est que l'avant-garde de la masse innombrable que composent les centaines de millions de jaunes qui vont forcément, et toujours par suite du développement des progrès modernes, entrer dans le mouvement¹.

¹ L'exemple de l'Angleterre qui sous ces rapports ressemble beaucoup au Japon, est là pour démontrer que la puissance d'un peuple ne dépend pas de la grandeur de son territoire et du chiffre de sa population. La comparaison faite du Japon à l'Angleterre semble être en voie de se réaliser.

Les derniers événements qui ont donné la victoire aux Japonais ont porté un coup terrible à la dynastie régnante en Chine et auront, pour le peuple sur lequel elle règne dans des conditions d'autorité bien différentes de celles qu'on lui attribue en Europe, un résultat tout autre que celui qui incombe en général au vaincu, c'est-à-dire le paiement des frais de guerre. Une fois payés, si toutefois ils le sont, on ne peut pas prévoir les changements politiques pouvant se produire dans cet empire colossal dont l'organisation véritable est ignorée. L'avenir seul peut les faire connaître. Mais ce dont on peut être sûr dès à présent, ce sont les conséquences que doivent

y amener l'introduction forcée des instruments nouveaux du travail, et la facilité des communications.

Travailleurs, sobres, économes, imitateurs parfaits, après avoir été les premiers inventeurs de toutes choses, le jour où les Chinois auront la liberté de leurs mouvements, ils inonderont le monde de leurs personnes et des produits de leurs travaux agricoles et industriels. Déjà, en dépit d'une législation interdisant l'émigration, leurs essaims (composés des éléments les plus pauvres) ont peuplé tous les pays environnants et la fortune que donnent le commerce et l'industrie est entre les mains de leurs concitoyens établis dans les îles de la Sonde, aux Philippines;

au Siam, en Cochinchine, au Tonkin. Inutile de rappeler ce qu'ils sont devenus en Californie.

Dans l'Hindoustan¹, où existe une agglomération de 200 millions d'êtres humains soumis à l'Angleterre, mais dont l'émancipation est fatale dans un délai plus ou moins rapproché, les changements matériels mettront peut-être plus de temps à se réaliser.

Cependant, voici des faits qui se produisent depuis plusieurs années, et qui, s'ils sont ignorés en France, sont loin de l'être en Angleterre.

A Madras, à Bombay, à Calcutta, des capitalistes hindous et anglais mon-

¹ Bien que les Hindous n'appartiennent pas à la race jaune, ils en sont plus rapprochés que de la race blanche et en tout cas, sont Orientaux.

tent des filatures de coton sur les modèles établis à Manchester et à Birmingham, et les bénéfices sont tels qu'il y a à prévoir que cette industrie, essentiellement anglaise, sera sûrement abandonnée en Angleterre qui perdra ainsi un de ses éléments d'exportation le plus considérable, et verra sur le pavé des centaines de milliers d'ouvriers.

On ne doit pas ignorer que les tissus de coton forment la partie la plus importante du vêtement chez les peuples de l'Extrême-Orient, les Hindous et les Chinois, c'est-à-dire près de 600 millions d'individus.

La différence entre les deux prix de revient, celui en Angleterre et celui

aux Indes est concluante en faveur de ce dernier.

Elle ressort du coût du coton acheté sur place, et de celui auquel il revient rendu en Angleterre (transport, aller et retour, péage du canal de Suez, droits d'assurance, frais de manutention aux arrivées et aux départs), augmenté de la main-d'œuvre de l'ouvrier, payée en Angleterre 7 ou 8 francs par jour tandis qu'il n'est que de 0 fr. 25 ou 0 fr. 50 aux Indes.

Il est évident que le jour où les essais actuels passeront à l'état de fabrication générale, les manufactures anglaises seront obligées de fermer.

Ce qui vient d'être dit pour le coton peut s'appliquer à la soie.

Pourquoi les Hindous, les Chinois et les Japonais, adoptant les métiers européens, ne fabriqueront-ils pas les soieries dont la matière première vient en grande partie de chez eux.

Cette fois ce ne sera pas l'Angleterre qui sera seule touchée.

On objectera que la surélévation des droits de douanes, que l'école protectionniste considère comme le palladium des intérêts nationaux, pourra empêcher la concurrence de ces spécialités chez les peuples qui en ont jusqu'ici le monopole.

Pour la consommation indigène, oui; mais suffira-t-elle pour alimenter les métiers, dont l'existence ne repose en grande partie que sur l'exportation.

En dehors de la soie et du coton, qui sont les deux matières premières demandant le plus à la main-d'œuvre pour se transformer, il en est une foule d'autres moins importantes mais qui sont dans les mêmes conditions vis-à-vis de la concurrence.

Il en est auxquels on ne songe guère. La fabrication des allumettes au Japon a complètement coulé le commerce anglais de ce genre de marchandises sur les marchés d'Extrême-Orient. Or, c'est en Angleterre où les allumettes coûtent le moins cher.

On ne vient de parler que des produits commerciaux où le travail de l'ouvrier et les frais généraux forment les principaux facteurs dans les prix de

revient. Pour le moment, les pays d'Orient sont seuls à redouter. Mais quand on porte ses réflexions sur l'universalité des denrées alimentaires soit animales, soit agricoles, c'est l'univers entier qui se présente comme concurrent à la vieille Europe.

Il ne faut pas oublier que le dixième de la terre est seul peuplé.

A ne considérer que les pays lointains où la population est suffisante pour les classer parmi les pays habités, on voit déjà ce que peuvent rapporter des terres dont les prix sont insignifiants, où l'étendue des domaines permet d'employer des méthodes économiques comme main-d'œuvre, et où les engrais sont inutiles. Aux Etats-Unis, à la

Plata, à la Nouvelle-Hollande, pour ne citer que ces pays, comme appartenant à ceux dont on vient de parler, et où l'on peut considérer l'exploitation agricole comme étant à ses débuts, elle pourrait déjà suffire à nourrir l'Europe et à quel prix, si les lois de protection ne s'y opposaient pas.

Qu'arrivera-t-il lorsque, par suite des progrès certains de la navigation et du bon marché qu'elle atteindra en raison des progrès obtenus dans les machines et le prix du combustible que l'on trouvera partout, les millions de bras inoccupés dans les pays jaunes iront s'offrir dans toutes les contrées de l'univers aux rares indigènes et aux quelques Européens qui s'y seront établis.

Après un certain nombre d'années, l'augmentation forcée de la population entraînera celle d'une partie de la consommation sur place, mais dans les premiers temps se rend-on compte de ce que sera la surproduction qui forcément aura son débouché, en dépit de tous les droits protecteurs, dans les pays où la terre est chère, frappée d'impôts, appauvrie et morcelée de telle façon que toute exploitation rémunératrice est impossible.

En avril dernier, un bâtiment japonais a transporté à la Guadeloupe cinq cents émigrants, engagés par la compagnie du Crédit foncier agricole, pour remplacer les nègres qui, en leur qualité d'électeurs, considèrent le travail

comme au-dessous de leur dignité.

La compagnie Nippon Yusen Kaisha, la plus importante du Japon, est en traité avec le gouvernement du Brésil pour y transporter, cette fois, non pas cinq cents, mais bien cent mille travailleurs destinés à la culture du café.

Les dangers qui viennent d'être indiqués comme menaçant l'avenir de l'Europe limités à la concurrence que peuvent lui faire les autres pays vieux et neufs, pourraient être conjurés en partie, si elle pouvait conserver le monopole de telles industries et de tels produits du sol qui la mettrait à même de maintenir la balance entre ses importations et ses exportations.

Malheureusement, il n'en est rien. Elle est condamnée à succomber infailliblement dans la lutte qui s'établira sur le marché universel. Non seulement la terre d'Europe n'est pas parmi les privilégiées pour les richesses qu'elle renferme, mais elle est au contraire, au point de vue de la culture, la plus épuisée et demande pour produire des soins et des dépenses supérieurs à ceux exigés par les autres terres.

Rien de ce qu'elle produit ne lui appartient exclusivement.

Les céréales, les fruits, les légumes dont certaines contrées ont le monopole de la qualité se trouvent sous toutes les mêmes latitudes et les mêmes climats. Il cessera de leur appartenir du

jour où ils seront cultivés, le mode de culture pouvant être le même partout¹.

Les vins, par exemple, dont la France était seule à exporter jadis, et dont l'exportation a été si considérable pendant les années qui ont suivi l'application de la vapeur à la navigation de transport, se produisent aujourd'hui, sur la totalité du globe.

Comme leur origine provient presque toujours de l'introduction en pays étrangers de ceps français, leur qualité est la même; en revanche leur prix est bien inférieur à ceux venant de France.

Les viticulteurs auront beau se plain-

¹ On mange à Londres et à Paris, dans les premiers mois de l'année des pêches provenant du cap de Bonne-Espérance.

dre et demander la protection de l'État, l'exportation des vins sera avant peu chose impossible.

Seuls les grands crus maintiendront leur vente : mais combien faible en est le chiffre dans celui de la récolte totale, et qui sait s'il ne se trouvera pas quelque part des terroirs semblables à ceux de Chambertin et de Château-Margaux¹.

Les mêmes observations s'appliquent au bétail européen. Comment pourrait-il lutter, comme prix de revient, avec celui

En Crimée, à la Nouvelle-Zélande, au Cap de Bonne-Espérance, à la Plata, au Chili, en Californie (sans parler de l'Algérie et de la Tunisie), les vins français sont acclimatés. A San-Francisco, une bouteille d'un vin, provenant d'un cep bourguignon introduit il y a une quinzaine d'années, coûte 25 centimes. Il pourrait se vendre à Paris 2 francs dans un restaurant.

des pays privilégiés existant aujourd'hui, comme la Nouvelle-Hollande, où le nombre des moutons élevés sur une partie minuscule de son territoire dépasse celui de tous les troupeaux européens, où comme à Chicago une seule maison tue et met en caisses plus de dix mille porcs.

Quant aux richesses intérieures que renferment les terres d'Europe, peuvent-elles être comparées un seul instant à celles des autres continents¹ ?

Dans ces derniers temps l'importation en Europe des minerais étrangers

¹ L'exportation des oranges et des citrons à New-York constitue une des principales branches de commerce de la Sicile. Aujourd'hui la concurrence que font à ces produits les provinces méridionales des États-Unis l'a complètement ruinée.

a augmenté en raison des besoins des fabricants pouvant seuls les utiliser. Les temps approchent où on les travaillera sur place, pour les mêmes raisons qui ont été données à l'endroit du coton et de la soie. Déjà au Japon, où les minerais de fer abondent, la construction des navires a pris une telle extension que les arsenaux suffisent aux besoins de la marine impériale, et que les bâtiments de commerce sont tous construits dans le pays.

C'est sur le charbon, peut-être, que se produira la plus grande crise commerciale, en raison de l'importance de l'exploitation et du commerce d'exportation qu'il alimente non seulement

en Europe, mais dans le monde entier.

Le charbon anglais se vendait partout et était le seul employé, depuis la découverte de la vapeur. Son monopole a commencé à être ébranlé il y a quelques années. Aujourd'hui on trouve le charbon en tout lieu. Il est vrai que l'extraction en est encore restreinte, mais c'est une affaire de temps. Le jour où elle se fera couramment, où les Anglais et les Belges trouveront-ils des acheteurs ? Ce n'est pas la consommation effectuée par leurs nationaux qui permettra aux centaines de milliers de mineurs de gagner leur vie¹.

¹ Dans les ports de Chine, et à Singapore même, les charbons japonais dont le prix est de 7 francs la tonne ont supplanté ceux exportés d'Angleterre.

De la comparaison entre ce qui est aujourd'hui et ce qui sera demain, sans qu'il soit possible à aucune force humaine de s'y opposer, il ressort l'évidence d'un danger menaçant l'état social et politique de cette partie du monde qui s'est, jusqu'à ce jour, attribué le droit de le représenter.

Chose surprenante, ce désastre, car c'est plus qu'un danger, personne ne semble le présager, ou tout au moins ceux qui le prévoient et se précautionnent isolément contre son arrivée renvoyée à une date lointaine, n'ont aucune autorité ni dans les organes de la publicité ni dans les conseils des gouvernements.

Les grandes nations européennes,

dont les actes étaient, il n'y a pas encore longtemps, seuls jugés dignes d'intérêt, en sont restées au point de vue politique international à cinquante ans en arrière. Elles doivent encore leur rang dans le monde à la richesse de leurs populations provenant principalement de l'application qu'elles ont été les premières à faire des progrès matériels modernes.

Depuis cette date, il s'est passé des événements dont la nature pouvait les faire ressembler à ceux qui les avaient précédés.

Tous, y compris la guerre de 1870, se sont réglés d'après les anciens procédés en usage, se résumant dans cet adage stupide : La force prime le droit.

Mais dans les derniers vingt-cinq ans qui viennent de s'écouler, des changements se sont produits dans l'univers entier et l'ont complètement modifié. Or, la vieille Europe n'a pas changé ses habitudes politiques extérieures. Elle continue à vivre d'après les mêmes clichés fondus à la suite des traités de 1815, ayant pour but, au dire des diplomates, l'équilibre européen.

La presse européenne tout entière consacre une partie de ses feuilles aux nouvelles politiques ayant trait aux relations des nations entre elles et qui sont, d'après son dire, de nature à amener un bouleversement général.

Il n'est fait d'exception pour aucune, et les puissances minuscules sont celles

auxquelles on accorde le plus d'intérêt : l'Arménie, la Bulgarie, la Serbie, la Macédoine, jouent un rôle d'une importance dont elles seraient les premières à s'étonner si leurs habitants pouvaient lire dans les grands journaux celui qui leur est attribué.

En prévision de l'accomplissement de faits à prévoir aussi graves, la presse anglaise sommé son gouvernement de mettre sa marine sur un pied qui lui permette de lutter contre toutes les marines européennes réunies. De là dépend la conservation de son omnipotence dans la Méditerranée, et l'assurance de la communication avec les Indes, par le canal de Suez et la mer Rouge.

Dans les journaux français et allemands devenus irréconciliables par le fait des clauses criminelles du traité de Francfort, la polémique roule sur la nécessité de se tenir prêts pour un événement qui peut surgir d'un jour à l'autre. Ce qu'il y a de plus curieux, et ce qui sera incompréhensible pour les générations futures, c'est que plus on s'y prépare en augmentant l'effectif des armées et des engins de guerre, plus on proclame la nécessité de la paix et les chefs d'État en arrivent à déclarer que la meilleure preuve de leurs idées pacifiques est dans l'augmentation sans cesse croissante des budgets de la guerre.

Ce qui s'est passé à Kiel est le fait

le plus comique qui se soit produit en ce genre ; on y a vu la réunion de cent navires de guerre qui a permis à l'empereur d'Allemagne de vanter les bienfaits de la paix.

Chez les Italiens, arrivés les derniers, par une série de circonstances bizarres au titre de grande puissance, leur préoccupation est de se garantir contre des ennemis imaginaires et des dangers encore plus imaginaires. La crainte de voir la France occuper la Sicile ou débarquer une armée considérable dans le sud de la Péninsule hante leur imagination. Ils se croient encore au temps des Normands.

Les journaux russes sont de tous les plus modérés. Il est vrai que leur

pays n'a pas ses intérêts dans l'avenir attachés au continent Européen, et la destinée de la Russie étant de devenir grande puissance asiatique, leur attention n'est pour ainsi dire attirée en Europe que par une ancienne habitude.

L'autorité de la presse est grande et en réalité c'est elle qui gouverne le monde, en répandant chaque jour dans les masses, les appréciations bonnes ou mauvaises, vraies ou fausses, qui servent à former l'opinion publique. C'est par elle que les gouvernements, quelle que soit leur origine, font connaître leurs idées sans engager leur responsabilité, en raison de l'anonymat qu'ils peuvent toujours invoquer pour les désavouer le cas échéant.

On ne peut pas nier l'influence qu'ont eue les journaux sur la solution des événements politiques qui ont marqué les dernières années du second empire.

Dans ceux qui se sont accomplis depuis la guerre de 1870, il n'en est pas un qui n'ait été l'objet de controverses et d'appréciations toujours intéressées de la part de certaines feuilles.

Heureusement que, pareille à la lance d'Achille, la presse qui a fait et peut faire beaucoup de mal, a eu parfois, auprès du public, la bonne fortune de lui faire écouter la voix de la raison.

Elle est la puissance prépondérante du monde civilisé. C'est donc à elle qu'il faut demander la modification d'idées par trop arriérées.

Les raisons qui militent en faveur de cette modification sont telles qu'il y a lieu d'espérer qu'elles trouveront, chez les journalistes, une majorité pour les appuyer.

En admettant le motif qui place la France et l'Allemagne en hostilité constante, on chercherait en vain des raisons plausibles au maintien de l'état d'excitation de l'Europe, entraînant les armements ruineux qui ont déjà été la principale cause de la faiblesse de certains de ses pays, en attendant celle inévitable des autres, dans un délai plus ou moins long.

La diplomatie qui, en vertu de la force acquise par l'habitude continue à diriger les gouvernements, en est

encore à se servir des vieux clichés, et à croire à l'importance des clés, de ces fameuses clés de la Méditerranée, des Dardanelles, du Suez, celle-ci plus récente de date. La dernière qui ait fait parler d'elle a été celle du Saint-Sépulcre en 1853. On ne retrouve guère aujourd'hui les résultats qu'elle a amenés.

L'Angleterre qui avec raison se préoccupe du maintien de sa puissance aux Indes ne songe qu'à augmenter sa flotte. Si elle doit lui échapper, *ce qui est certain*, ce ne seront pas les quelques milliers de soldats qu'elle y enverra qui la lui conserveront.

Pour obtenir les votes du parlement, le ministère ne dissimule pas qu'il n'a pas d'autre vue que le maintien de la su-

prématie anglaise dans la Méditerranée.

La prétention à cette suprématie s'appuie sur la possession qu'elle a de Gibraltar, de Malte, de Chypre, et enfin de l'isthme de Suez, dont elle est maîtresse par suite de son occupation de l'Égypte.

De ce trousseau de clés, Gibraltar est, d'après la croyance générale, celle qui a une réelle importance.

Eh bien, c'est une erreur. Que demain, ce qui est peu admissible, la guerre vienne à éclater entre la France et l'Angleterre, il est probable que la première se trouverait à l'état d'infériorité aux préludes des hostilités, en raison de l'importance du matériel de la seconde. Mais cette infériorité

rité n'aurait plus, pour être maintenue, les mêmes raisons qui, après la bataille de Trafalgar, ont fait de Gibraltar la clé véritable de la Méditerranée à l'époque où régnait la marine à voiles et où le vent était le seul moteur sur mer. La possession d'un point tel que Gibraltar, situé à l'entrée de la Méditerranée, ayant son port et surtout une rade abritée contre presque tous les vents, avait une valeur incontestable.

Elle permettait à son possesseur d'y entretenir une flotte en permanence. Pour franchir le détroit de Gibraltar, les deux vents entièrement favorables sont ceux d'Est et d'Ouest. Suivant leur direction, les navires, appelés à le traverser, ont la bonne chance de

les prendre par l'arrière ou le travers, ou la mauvaise de louvoyer, c'est-à-dire de lutter contre eux souvent pendant plusieurs jours.

Dans tous les cas, toute réunion de vaisseaux, soit qu'ils forment escadre, soit qu'ils escortent un convoi de bâtiments marchands, présente une masse considérable qui se signale à grande distance.

Elle provoquait autrefois l'appareillage de la totalité ou d'une partie de la flotte anglaise mouillée en permanence sur la rade de Gibraltar.

La nuit seulement, et dans des cas très rares, les navires isolés pouvaient réussir à traverser le détroit, mais encore à la condition d'avoir les vents

d'ouest pour entrer dans la Méditerranée, et ceux d'est pour en sortir. Aujourd'hui il n'en est plus ainsi.

Toutes les flottes de l'Angleterre seraient réunies sur rade de Gibraltar, tous ses canons seraient accumulés dans les batteries de terre, que tous les navires de guerre ou de commerce, naviguant isolément ou en nombre, passeraient et repasseraient le détroit, la nuit bien entendu, quel que soit le vent.

Le public même instruit s'imagina que Gibraltar est un énorme rocher couvert de batteries, et menaçant de ses canons, naturellement des plus gros calibres, tout navire obligé, pour prendre le détroit, de passer sous leurs feux.

L'Europe est distante de vingt kilomètres du point de la côte africaine le plus rapproché.

Par suite, il faudrait plus que de la bonne volonté aux commandants des navires voulant franchir le détroit pour venir se mettre à leur portée qui est, au maximum, de huit kilomètres.

Le passage de jour serait donc, quant aux dangers à craindre du fait des batteries de terre, tout aussi assuré de jour que de nuit.

Il ne pourrait être défendu que par les navires sur rade, croiseurs ou torpilleurs, obligés d'être constamment sous vapeur, et contre lesquels les navires ennemis auraient à lutter à con-

ditions égales et suivant les hasards de la guerre.

Telle est la vérité sur ce coin de terre, occupé par ruse en 1704, par l'Angleterre, à l'importance duquel la masse du peuple anglais, dans l'ignorance où elle se trouve des changements apportés dans l'art de la navigation, continue à ajouter une foi partagée du reste par les autres nations.

La dernière demande faite au Parlement de 25 millions de livres pour l'augmentation de la marine est motivée principalement par la nécessité de rendre la situation de Gibraltar encore plus formidable, en vue de maintenir la sécurité des communications de la Grande-Bretagne avec les Indes.

Comme l'Angleterre est riche, elle peut faire cette dépense. Mais qu'elle double les forts de Gibraltar, qu'elle y accumule les munitions, les dépôts de combustibles, qu'elle en fasse autant à Malte, à Chypre, même à Port-Saïd, dont elle doit avoir, comme objectif, l'occupation à un moment donné, elle arrivera certainement à posséder, dans la Méditerranée, une force sur mer considérable.

Mais elle n'en aura plus la clé.

La Méditerranée, en cas de guerre maritime, sera un champ de bataille comme tout autre point du globe, ouvert à tous, et non plus un champ clos comme jadis.

Gibraltar n'ayant plus la suprématie

qui lui était attribuée, Malte ne devient plus qu'un dépôt de charbon et un port de ravitaillement, le seul ouvert aux Anglais sur la route de Port-Saïd, car de Chypre il n'y a pas à en parler au point de vue militaire.

A ce propos on ne fait pas assez attention au changement apporté par l'emploi de la vapeur, dans les services que l'on attend de la marine en temps de guerre. On a vu Suffren dans la mer des Indes, et Collingwood, sur les côtes de la France, garder la mer pendant des années opérant le ravitaillement de leurs bâtiments sur place.

Aujourd'hui, outre le combustible qui a besoin de se renouveler, il y

a les machines et les chaudières qui exigent des réparations, nécessitent l'emploi des ressources que possèdent seuls les arsenaux militaires.

En supposant l'Angleterre n'ayant pas d'alliés dans la Méditerranée en temps de guerre, où ses navires pourraient-ils réparer leurs avaries¹ ?

Quant à l'isthme de Suez, dont la sécurité de la possession est en fait leur seule préoccupation, en admettant la destruction de tout navire ennemi, il lui reste la crainte plus que motivée de voir la navigation du canal rendue impraticable par l'emploi de quelques milliers

¹ C'est une des raisons qui motivent l'alliance présumée de l'Angleterre avec l'Italie, dont les ports militaires pourraient être utiles à ses bâtiments.

de kilogrammes de dynamite, genre de travail pour lequel on trouvera toujours des ouvriers dans les tribus arabes occupant la rive Est du canal. A leur défaut, l'ennemi dispersé sur mer, se retrouvera sur terre.

Quant à la clé des Dardanelles dont l'importance matérielle est autrement réelle que celle de Gibraltar, elle est bien entre les mains de la Turquie, de par les traités et conventions de toutes sortes qui l'en ont déclarée maîtresse.

Or, en définitive, à quoi peut-elle servir ?

Dans le cas où la guerre viendrait à éclater, la Turquie est alliée à la Russie, ou est son ennemie. Dans le premier cas, le passage est assuré à la

flotte russe. Dans le second, il lui est fermé.

Le rôle joué par le lac Méditerranéen dans l'ancienne politique doit être abandonné et remplacé par ce qui est la réalité. La guerre sur mer amènerait toujours des désastres matériels pour le vaincu, mais les succès obtenus par le vainqueur n'auraient pas pour lui les résultats d'autrefois.

L'empereur d'Allemagne avait raison en préconisant la paix, lorsque à l'inauguration du canal de Kiel, il assurait qu'il ne servirait jamais qu'au développement des bienfaits de la navigation commerciale.

Il se rappelait sans doute que la marine militaire, à laquelle il devait cer-

tainement penser sans y faire allusion, n'existait pas lors des succès remportés en 1870 par les armées prussiennes.

Que l'Angleterre en prenne son parti, ce n'est pas la marine qui décidera du sort de l'Europe.

Si la foi erronée qui donne la victoire au possesseur de la mer est tombée en désuétude, il en est de même de celle concernant l'équilibre européen.

Bien que lors de la dernière grande guerre ledit équilibre européen ait été peu pris en considération, il n'en reste pas moins encore le terrain sur lequel s'exerce la diplomatie, et c'est soi-disant pour la maintenir que travaillent les chancelleries.

La vérité est tout autre et les peuples devraient savoir que les craintes inspirées par la suprématie de la France, le développement du colosse Russe, la disparition de l'empire Ottoman, l'hégémonie Allemande, jusqu'à l'envahissement de l'Italie, ne sont plus faites pour être prises au sérieux. Mais ils leur faut cependant constater que jamais les armements n'ont été plus ruineux, bien que coïncidant avec les assurances pacifiques émanant de tous leurs gouvernements sans exception.

Ils se rendent bien compte que sur terre pas plus que sur mer, la guerre même celle partielle où l'équilibre européen ne serait pas invoqué amènerait une catastrophe universelle d'où le

vainqueur ou les vainqueurs sortiraient aussi maltraités que les vaincus.

Les vieux axiomes politiques n'ont plus de valeur.

Les craintes qu'ils faisaient présager ont disparu. Et cependant la vieille Europe se trouve en présence d'un danger qui menace les rois et les républiques et que les armements ne conjureront pas.

Ce danger consiste dans la coïncidence du travail social qui s'élabore dans les classes laborieuses dans tous les pays européens et, sous le nom de socialisme, tend à modifier d'une façon radicale les institutions de la société moderne, avec l'avènement des peuples étrangers dans la vie universelle.

Le principe invoqué par l'école socialiste, et qui lui donne sa force incontestable auprès des masses, est le remplacement d'une organisation défectueuse du travail par des lois et des règlements devant donner satisfaction aux milieux ouvriers, exploités jusqu'ici par le capital.

Ces théories, dont l'appréciation n'entre pas dans le cadre de ce volume, sont d'essence absolument intérieure. Elles n'intéressent que certains peuples, et les revendications qu'elles réclament, les changements qu'elles provoquent prennent comme point de départ l'état de choses existant, sans se préoccuper du sort qui les menace et des dangers contre lesquels ils auront à lutter avec

un désavantage encore plus grand que les adversaires qu'ils veulent remplacer.

En effet, la responsabilité de ces novateurs sera d'autant plus grande que la réalisation de leurs promesses sera rendue impossible par le seul fait de l'entrée en scène des travailleurs nouveaux.

Le véritable danger, celui à craindre par tous les partis; celui contre lequel chefs d'État, chefs d'école, riches et pauvres devraient s'unir pour le combattre, c'est la concurrence que vont faire à ces peuples fiers de leur histoire passée, de leurs armées, de leurs flottes, de la possession des outils de travail les plus perfectionnés, de leur ancienneté dans la civilisation, dans les arts

et les sciences, les vieux pays demeurés stationnaires pendant des siècles, mais ayant conservé leurs forces vitales et ceux tout nouveaux qui arriveront en quelques années à leur niveau avec ces avantages en leur faveur, qu'ils n'auront à leur passif rien de ce qui constitue l'affaiblissement des premiers.

Il en est des peuples comme des hommes pris isolément. La jeunesse l'emporte toujours sur la vieillesse et la vieillesse ne fait que précéder la mort.

Depuis le peu de siècles que les divers peuples ont passés sur la terre, leur histoire a toujours été la même. Tous, sans exception, ont commencé par naître, ont grandi, se sont affaiblis et ont fini par disparaître.

Les Chinois seuls font exception, ou plutôt un semblant d'exception à cette règle. Arrivés à un certain point, ils se sont, pour ainsi dire, endormis. Ils vivent encore et vont se réveiller.

A cette fin de siècle (pour se servir d'une expression à la mode qui ne signifie rien), l'Europe est à l'état de vieillesse ; tous les pays européens sont dans la voie descendante, excepté la Russie qui est encore jeune et que l'avenir rendra plus asiatique qu'européenne.

Leur ruine ne viendra pas comme celle de leurs prédécesseurs, du fait des guerres ou des invasions : ces dernières possibles toutefois, mais d'une exécution difficile aux temps présents.

Elle aura lieu en pleine paix, par le simple jeu de la concurrence agricole, industrielle et commerciale qui va se produire dans l'univers.

Ce ne sera pas le nombre des soldats et des vaisseaux, les discours des rois et des ministres, les déclamations et les écrits des économistes et des socialistes qui feront que le jour où dans plusieurs points du globe l'on aura la tonne de charbon pour 5 francs, des soieries, des cotonnades, des métaux ouvragés, à 75 p. 100 meilleur marché qu'en Europe, avec des transports à des prix dérisoires, et que par contre tout produit alimentaire ne sera plus spécialisé à un coin du globe, mais se récoltera partout, rien ne

pourra empêcher la consommation d'en profiter. Les lois de protection resteront sans effet, par la simple raison qu'aucun pays ne pouvant vivre de ses propres ressources, elles n'auront d'autre effet que de le réduire à ses seules productions, c'est-à-dire à la ruine forcée en lui interdisant toute exportation.

On n'empêche pas la mort d'arriver, mais on peut parfois en retarder la venue, en prenant, en cas de maladie, les remèdes voulus.

Pour conjurer le danger qui les menace, les *Européens* n'ont pas le choix des moyens. Il n'en existe qu'un.

Celui de s'entendre contre l'ennemi commun, après avoir mis fin à l'organisation politique qu'ils subissent.

Cette organisation n'a plus de raison d'être depuis que la vapeur et l'électricité ont renversé les barrières naturelles qui, en séparant les peuples, en faisaient des ennemis.

A l'époque, encore assez récente, où les pays divers ne songeaient qu'à s'agrandir et à s'enrichir au détriment de leurs voisins la nécessité d'entretenir des armées et d'augmenter les moyens d'attaque et de défense était chose forcée.

N'est-il pas évident qu'aujourd'hui il n'en est plus ainsi. Que l'on nomme la puissance en Europe qui puisse donner une raison plausible de ses armements.

L'annexion de l'Alsace-Lorraine,

faute plus que crime, n'a pu s'opérer que par le motif invoqué par le vainqueur qu'elle ne faisait que rendre dans la patrie allemande une partie de son territoire que la force lui avait enlevée jadis.

En dehors des effets désastreux au point de vue politique qui en sont résultés, il serait intéressant de connaître les avantages matériels qu'en a retirés l'Allemagne. En revanche, il est facile de préjuger la ruine à laquelle elle aboutira.

Comment arrivera-t-on à établir cette entente si désirable entre tous ces pays dont la vapeur a supprimé les frontières, et qui ne devrait porter qu'un seul nom, celui de *Pays Européen* ;

comment la voix de la raison se fera-t-elle entendre chez les peuples aussi bien que chez les gouvernants qui, par le fait, ne peuvent rien faire les uns sans les autres ? Là gît la difficulté.

Voici longtemps que cette question est à l'étude et elle ne semble pas près d'être résolue.

La confédération des États-Unis d'Europe est toujours considérée comme une utopie.

La cause principale de cette opinion consiste dans l'ignorance où la totalité des populations, des gouvernants comme des gouvernés, se trouve du danger imminent qui la menace.

Du jour où il leur sera connu, où ils commenceront à en ressentir les

effets qui contribueront à rendre plus sérieuses les crises ouvrières qui sont partout à l'état latent, alors ce qui est utopie deviendra . possibilité... C'est alors que la Presse pourra donner la preuve de sa puissance pour la réalisation d'une grande idée.

Les peuples européens, délivrés des charges monstrueuses de la paix armée, arrivés à s'entendre, trouveront dans la réunion de leurs forces de toutes sortes, intellectuelles et matérielles, la possibilité de conserver encore longtemps sur le terrain économique une situation prépondérante.

Les deux grandes conditions du succès seront les suivantes :

1° Supprimer toutes barrières entre

les peuples voisins ; cesser de les considérer comme des ennemis, mais bien comme des collègues utiles à l'intérêt général et les nationaliser uniformément pour ainsi dire ;

2° Amener l'Europe à prendre part au grand travail de migration universelle qui commence à peine, en en prenant la direction et en devançant ces pionniers futurs auxquels, dans les premiers temps tout au moins, il lui sera facile de donner des chefs.

L'émigration des Européens, et des Européens riches et éclairés, s'impose. Il faut qu'ils arrivent les premiers là où les autres les suivront. Qu'ils se présentent partout où il y aura des terres à faire fructifier, des richesses à

exploiter. Mais *pacifiquement*, car le temps est passé où l'on pouvait conquérir par la force des continents entiers.

L'Afrique en est un exemple frappant.

Dans la partie australe où le climat est tempéré et où la civilisation s'est accomplie par voies pacifiques, le pays se peuple, les villes surgissent, les campagnes se cultivent, les richesses intérieures du sol sont exploitées, et il est certain qu'avant cinquante ans elle présentera une deuxième édition des États-Unis d'Amérique.

Que l'on songe à ce qu'était, il y a à peine un quart de siècle, cette partie du continent africain, dont la superficie

égale à peu près celle de l'Europe, ne contenait pas un seul habitant et où de toutes parts affluent des immigrants de toutes races qui, sous la conduite des hommes blancs, en feront d'ici à quelques années un des pays les plus peuplés et les plus riches du monde.

Dans la partie centrale, au contraire, où le climat est absolument néfaste à l'Européen, et où l'on emploie la force contre les indigènes, les résultats seront ce qu'ils sont déjà, entièrement nuls, et ne serviront qu'à reculer l'époque où la civilisation, ou ce que l'on appelle de ce nom, se produira.

Cette transformation n'en aura pas moins lieu, mais elle s'effectuera par des

moyens autres que ceux que l'on croit pouvoir employer, et par d'autres ouvriers que les Européens.

En dehors de l'impossibilité où ils sont de lutter contre le climat, il ne faut pas oublier que chaque jour qui s'écoule rend plus difficile la conquête par la force, en augmentant tous les moyens de défense des possesseurs du sol, chez qui les grigris et les zagayes ont été remplacés par des fusils à tir rapide.

En attribuant à ce genre de colonisation une partie des sommes servant à alimenter les budgets de la guerre en Europe, et à la condition de les dépenser dans des conditions variant avec les pays à coloniser, on aurait des

chances de prévenir des événements qui ne pourront qu'amener un dénouement fatal.

Malheureusement ces deux mesures salutaires seront d'une adoption difficile chez des peuples, où la direction des affaires se trouve entre les mains de gens portés par leurs passions et par leurs intérêts à rester isolés, ne pouvant pas admettre qu'ils puissent être vaincus par d'autres peuples qu'ils considèrent comme inférieurs à eux, et dont ils ignorent même l'existence pour la plus grande partie. En outre, l'émigration, sauf en Angleterre, n'est pas acceptée en Europe par les classes quelque peu fortunées : elle l'est toutefois dans certains pays par celles

qui ne sont pas attachées au sol natal. Si les chefs ne sont pas nombreux, les soldats n'y manquent pas. En Allemagne, en Autriche, en Italie, en Espagne, elles fourniront tous les émigrants voulus le jour où le courant y sera.

Après avoir été au xvii^e et au xviii^e siècle le colonisateur par excellence, le Français, par suite d'événements politiques, est devenu totalement réfractaire à l'émigration.

Du moment que les questions de plaisir et d'agrément dans la vie priment celles d'intérêt et d'existence, il est certain que l'émigrant ne trouve pas dans les pays étrangers, et encore moins peut-être dans ceux colonisés par la

France, en raison de leur grotesque administration, les attraites que leur offre le sol natal.

Mais quand ces attraites non seulement n'existeront plus, et que la vie matérielle viendra à lui manquer, il faudra bien qu'il se décide à sortir de chez lui.

Le jour où Paris, pour prendre l'exemple le plus frappant, ne comptera plus que des consommateurs et plus de producteurs, comment les premiers paieront-ils les restaurants et les cafés chantants ?

Il y aura toujours, répondra-t-on, les étrangers qui en payent déjà une bonne partie. Est-ce bien certain, et les étrangers ne trouveront-ils pas autre part

qu'à Paris ce qu'ils y viennent chercher ?

En tout cas, cet *état de ville* n'a pas encore été étudié et apprécié par les savants économistes.

Quand, grâce au développement de l'instruction telle qu'elle est réglementée actuellement (et rien ne fait prévoir qu'elle soit modifiée) il y aura dix fois plus de médecins que de malades, dix fois plus d'avocats que de clients, cent fois plus d'employés de toutes sortes que d'employés à occuper, les Parisiens et les provinciaux qui en composent le plus grand nombre seront bien forcés d'émigrer vers des rivages moins gais certainement que les bords de la Seine, mais où ils trouveront de quoi manger, en attendant mieux.

A ces prédictions que non seulement toutes les catégories de Français considéreront comme folles, aussi bien que celles privilégiées chez les autres peuples européens, la réponse qui sera faite est connue d'avance, c'est celle prêtée à Louis XV à qui on annonçait la Révolution.

Vingt ans après sa mort, survenaient des événements qui provoquaient la fin de l'ancien régime.

Et quelle fin !

On peut être assuré que les causes qui l'ont amenée ne sont pas à beaucoup près aussi sérieuses que celles à prévoir.

La Révolution Française a bouleversé un état social et l'a modifié, au profit

de certaines classes, sans détruire aucun de ses éléments de vie.

La Révolution à venir, en les supprimant, provoquera un bouleversement tel que toute prévision relative au gouvernement qui en prendra en mains la succession est indéfinissable, tant les inconnues qu'il présente sont impossibles à dégager.

Quand la terre cessera de donner aux travailleurs du sol les moyens d'en échanger à l'extérieur les produits, quand les ouvriers ne trouveront plus à exporter leurs œuvres, comment pourra-t-on vivre ?

Il ne s'agira plus de modifier l'état de choses actuel, tout défectueux qu'il soit, et d'appeler au partage du pou-

voir le quatrième ou le cinquième état. Il s'agira de ne pas mourir de faim.

Annoncer la mort par la faim de deux cents millions d'êtres humains est une prophétie tellement grave qu'elle ne peut pas être prise au pied de la lettre, mais seulement au figuré.

Cependant si l'on admet comme vérités ce qui vient d'être dit au sujet du sort qui attend l'Europe persistant dans ses errements actuels et ayant à lutter contre la concurrence du restant de l'univers, n'est-ce pas sa fin assurée dans un délai plus ou moins long ?

Encore une fois en présence d'un cataclysme épouvantable, le seul remède à employer pour le conjurer consiste dans la réunion des Européens.

Il faut que cette union, que l'on a prêchée depuis longtemps sous le titre des Etats-Unis d'Europe, et qui n'étant que l'œuvre de philosophes et de penseurs, a toujours été considérée comme une utopie, soit entreprise par les gouvernants : Empereurs, Républiques et Rois, dont les intérêts se trouvent être identiques.

Certes la constitution d'une pareille œuvre ne sera pas spontanée.

Mais par ces temps de congrès internationaux de toutes sortes qui, en définitive, amènent des améliorations indiscutables dans les institutions et les lois établies chez les peuples qui y prennent part, pourquoi celui qui réunirait les gouvernants eux-mêmes n'au-

rait-il pas une chance d'aboutir. On avouera qu'il présenterait un intérêt plus grand que celui qui s'attache à une réforme dans le régime postal ou pénitentiaire.

La nécessité est la meilleure des raisons ; qui peut dire qu'un jour la majorité des délégués internationaux n'approuvera pas en présence de l'imminence des dangers à courir le seul mode de salut pouvant les conjurer ?

En résumé, ces dangers dont la gravité augmente chaque jour existent-ils ?

Les faits sont là pour le prouver, mais restent inconnus pour la grande masse du public dans l'ignorance où le laisse l'instruction obligatoire qui ne

lui apprend rien de ce qui se passe hors de l'ombre de son clocher.

Il se peut que les moyens qui viennent d'être préconisés pour la combattre ne soient pas pratiques.

Alors qu'on en cherche d'autres et surtout qu'on les trouve.

Mais qu'on se hâte, car les événements en marche ne s'arrêteront pas et, encore une fois, ce ne seront ni les réformes politiques et sociales, ni l'augmentation des effectifs militaires, qui pourront empêcher la révolution économique de se produire par le développement seul des progrès matériels.

APPENDICE

L'exposition universelle qui doit avoir lieu à Paris en 1900 commence à faire parler d'elle et à soulever des controverses qui ne manqueront pas d'intérêt, tant le sujet à traiter donne, dans les deux sens, matière à la critique et à la défense.

Des deux côtés, de la part de ses partisans comme de celle de ses adversaires, les questions d'intérêt sont les seules à prendre en considération.

Sous les grands mots de civilisation, de progrès de l'humanité, de rapprochement des peuples, de fraternité universelle, se dissimulent les avantages purement matériels que les uns prétendent devoir en retirer, tandis que les autres en nient la réalisation.

Comme sur toutes les questions où l'avenir est appelé à juger en dernier ressort, les arguments invoqués pour ou contre, ne reposent que sur des appréciations plus ou moins spécieuses. Jusqu'ici les industries françaises locales ont seules pris rang parmi les protestataires sérieux.

Infailiblement, celles des pays producteurs en Europe les imiteront, car l'exposition de 1900, bien que portant

le nom français, devant se tenir à Paris, et se proclamant universelle, est par le fait européenne; c'est-à-dire destinée à faire connaître au monde entier le degré d'avancement et de perfectionnement auquel est arrivée la vieille Europe.

A ce concours, tous les pays du monde seront certainement convoqués, mais comme aux expositions précédentes, les envois de la plupart d'entre eux, à quelques exceptions près, continueront à être considérés comme articles de curiosités et de faible importance. L'argument principal invoqué par les protestataires, est la crainte qu'ils disent avoir de la divulgation des secrets de leurs industries. Qu'ils

se rassurent à ce sujet. Que l'exposition ait lieu ou non, il est trop tard aujourd'hui pour arrêter la marche des faits devant découler du développement naturel des progrès matériels modernes. Avec la vapeur, l'électricité et la presse, rien ne peut plus rester ignoré sur terre en fait d'industrie et de fabrication ; rien ne peut demeurer caché et inexploité comme productions agricoles.

L'exposition de Paris sera comme spectacle, étant donnée la scène où elle se passera, un éblouissement que des millions d'hommes viendront voir ; ce qu'elle apprendra aux gens instruits, qui seront en petit nombre, n'avancera leurs connaissances que de bien peu.

En revanche, ce que ses promoteurs, ne semblent pas avoir prévu, c'est la constatation que fera l'universalité des visiteurs des changements survenus sur terre dans les dernières années du siècle qui va finir.

Ils verront, dans des locaux *assez spacieux pour attirer forcément l'attention*, des pays cotés comme valeurs négligeables lors des précédentes expositions, tels que l'Afrique Australe, la Nouvelle-Hollande, la Nouvelle-Zélande, la Plata, la Californie, et bien d'autres, exposant leurs produits agricoles de toutes sortes, leurs vins, leurs fruits, leurs fourrages, leurs viandes et leurs poissons admirablement conservés, leurs minerais, leurs

charbons, en un mot tout ce que la terre produit partout où elle est exploitée sous des climats semblables aux climats d'Europe. Ceux d'entre eux qui devront leur existence aux travaux du sol, commenceront par éprouver un mouvement de surprise, qui sera remplacé infailliblement par une inquiétude bien justifiée.

Les mêmes réflexions devront se produire chez les industriels et chez les fabricants, lorsque les vieux pays d'Extrême-Orient, la Chine, et surtout les Indes et le Japon, en outre des richesses territoriales qu'ils pourront exporter, exposeront leurs produits métallurgiques, leurs tissus, leurs articles de fabrication de tous genres,

le tout confectionné sur des modèles et avec les outillages européens.

Quelles seront leurs préoccupations quand ils apprendront les prix auxquels toutes ces marchandises viendront leur faire concurrence non seulement sur les marchés extérieurs qu'ils étaient habitués à être seuls à alimenter, mais même sur les leurs propres.

Comprendront-ils alors la voie désastreuse où leurs gouvernements les engagent en persistant dans une politique, découlant de traditions surannées, paraissant ignorer et ignorant même ce que l'avenir doit amener ?

Qui sait si, une fois rentrés dans leurs foyers, instruits par ce qu'ils auront appris du danger qui les menace,

ils ne forceront pas la main à leurs gouvernements et ne les obligeront pas à s'entendre, et à se liguier contre l'ennemi à venir pour le combattre avec des moyens pacifiques autrement puissants que ceux que présente l'emploi des armées et des flottes.

Si tel était le résultat qu'amènerait l'exposition de 1900, son utilité serait incontestable et sa date prendrait le premier rang parmi celles que l'humanité fêtera dans l'avenir.

Malheureusement il est à craindre qu'il ne se réalise pas, bien que depuis quelque temps, dans les nations qui tiennent le premier rang dans le monde, la puissance accordée à la force et aux armes commence à être discutée.

Alors quand le bouquet devant terminer ce gigantesque feu d'artifice qui illuminera la dernière année du présent siècle sera éteint ; quand le plus grand spectacle matériel qui aura jamais été donné aux hommes aura pris fin, l'on se trouvera en présence de l'avenir et des orages qu'il renferme. D'aucuns prétendent que l'exposition de 1900 sera la dernière devant avoir lieu. Peut-être ont-ils raison ! Ils se sont rappelés que la Providence a toujours choisi pour frapper les puissances de la terre le moment où elles avaient atteint leur apogée.

Aucune d'elles n'a tenu le rang occupé aujourd'hui par la vieille Europe. Il n'est guère probable que ce soit

sous les coups d'un Alexandre ou d'un Attila qu'elle succombe.

L'invasion qui l'attend sera plus prosaïque.

Elle s'effectuera par la seule concurrence que feront aux peuples anciens les peuples nouveaux. D'un côté les premiers, occupant un sol fatigué et écrasé d'impôts; énervés par les guerres et les révolutions qui depuis des siècles n'ont eu d'autres résultats que d'exciter des haines, troublés par la propagande qui leur a fait remplacer leurs anciennes croyances par la foi au matérialisme. De l'autre se présenteront des races jeunes ou régénérées ayant sous leurs pieds des terres immenses à cultiver, et possédant les forces que

donnent avec la jeunesse, l'amour du travail, la confiance en soi, l'esprit de déplacement, les croyances religieuses, le respect de l'autorité et enfin chez la majorité le mépris de la mort. Si ces prévisions se réalisent, il est probable, en effet, que l'Europe ne verra plus d'expositions universelles. Qui sait s'il ne s'en tiendra pas à Rio-Janeiro, à Johannesburg ou à Tokio ?

Lorsque Rome était la première ville du monde, Lutèce n'avait aucune raison de se croire appelée à la remplacer. Il est vrai qu'elle a mis longtemps avant d'y arriver.

Mais aujourd'hui où les événements demandent pour se produire un jour au lieu d'un mois; où le télégraphe

transmet une dépêche à son lieu d'arrivée plusieurs heures avant son expédition, ces phénomènes qui auraient été autrefois considérés comme des *miracles* sont journaliers. Les prochaines générations verront fatalement la transformation de l'Europe, sinon sa fin, et cet événement sera considéré comme très naturel.

FIN

Boston Public Library
Central Library, Copley Square

Division of
Reference and Research Services

The Date Due Card in the pocket indicates the date on or before which this book should be returned to the Library.

Please do not remove cards from this pocket.

BOSTON PUBLIC LIBRARY



3 9999 08894 203 0

P.L. Div.
UG 23 1898

